

MASTER 1 DROIT - PARCOURS CARRIÈRES JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIVES

DOMAINE(S) :

DROIT - ECONOMIE - GESTION

MENTION	Droit
DISCIPLINE(S)	Droit Privé Droit Public
NIVEAU DE RECRUTEMENT	Bac + 3
COMPOSANTE(S)	Faculté de droit et science politique
SITE(S) D'ENSEIGNEMENT	Guyancourt (Saint-Quentin-en-Yvelines)
FORMATION DIPLÔMANTE	✓
FORMATION INITIALE	✓
FORMATION CONTINUE	✓
LANGUE(S) D'ENSEIGNEMENT	Français.

Le master Droit propose une offre de formation résolument originale, en ce qu'elle est, dès le M1, orientée vers l'obtention des concours, sans cloisonnement des formations entre droit public, droit privé et science politique. Ainsi, le diplôme vise à permettre aux étudiants de préparer efficacement dès la première année de Master, un certain nombre de concours et d'examens propres aux professions réglementées de la Justice et de l'administration publique.

Le Master 1 Droit ayant vocation à préparer les étudiants aux concours de la fonction publique française, les candidats doivent nécessairement remplir la condition de nationalité requise pour être fonctionnaire, à savoir être français ou ressortissant d'un pays européen. Les concours donnant accès aux emplois dits de souveraineté, à savoir les emplois relevant d'un secteur régalien (justice, intérieur, budget, défense, affaires étrangères...) ne sont accessibles qu'aux Français.

Le M1 propose donc une ouverture à la transversalité droit public/ droit privé mais également l'introduction de matières non typiquement juridiques (histoire, sociologie, économie), mais dont la maîtrise est indispensable

pour les concours et carrières envisagés.

La mention, comportant, deux parcours internes qui correspondent aux concours ou examens que les étudiants souhaitent passer à l'issue de leur master. Le M1 propose donc un tronc commun et des enseignements spécifiques aux deux parcours, le parcours carrières judiciaires et le parcours carrières publiques.

Spécificités de la formation

En M1, les étudiants reçoivent une formation généraliste qui permet de renforcer leurs bases, tant en droit public qu'en droit privé, mais également en culture générale. La première année de Master est essentiellement conçue dans la perspective d'une poursuite d'études en deuxième année de ce même Master.

Les connaissances attendues correspondent à celles exigées pour la réussite aux différents concours permettant l'accès aux carrières administratives et judiciaires.

Transdisciplinaires :

- Des enseignements communs en droit public et en droit privé : module grands enjeux contemporains, module histoire, module pénal, organisation de l'Etat, droit européen et des droits de l'homme.

Disciplinaires :

- Renforcement des connaissances dans les matières juridiques fondamentales (droit privé, droit public)
- Acquisition de connaissances plus spécialisées (en fonction du parcours)

Pluridisciplinaires : Histoire, économie, sociologie, philosophie

Méthodologiques :

- Des séminaires où l'accent est mis sur les enseignements correspondants aux épreuves écrites des concours
- Perfectionnement de l'acquisition de la méthodologie des épreuves des concours (notes de synthèse, cas pratique, dissertation)
- Présentation orale (exercices de grand oral ou d'entretien pour les concours, débats contradictoires, mise en situation)
- Formation à la rédaction de CV et lettres de motivation
- Ouverture à la recherche bibliographique, participation à la clinique légistique

Linguistiques : Ateliers d'anglais

Compétences développées

Les compétences développées sont les suivantes :

- pouvoir affronter les épreuves spécifiques des concours
- savoir mener une réflexion transversale, dans une perspective pluridisciplinaire
- fournir une capacité de travail personnel et autonome.
- maîtriser l'accès aux sources du droit (supports papier et électronique).
- maîtriser la qualification et l'interprétation juridiques.
- développer l'esprit de synthèse, notamment grâce à l'entraînement aux notes de synthèse.
- disposer d'une aptitude à l'analyse de cas et de dossier, aptitude à la décision.
- maîtriser les techniques de rédaction
- maîtriser les techniques d'oral

Dans l'ensemble ces compétences servent à affronter non seulement les concours mais également les différents métiers du droit liés au contentieux (huissier, greffier, services contentieux des entreprises...).

Echanges internationaux

Le M1 étant la première année d'une préparation à des concours de la fonction publique française ou assimilée, ainsi qu'à des examens de l'ordre judiciaire, ne se prête pas à des échanges internationaux.

Partenaires

Laboratoire DANTE - Laboratoire de Droit des Affaires et Nouvelles technologies

Laboratoire VIP - Centre de recherche Versailles Saint-Quentin Institutions Publiques

Laboratoire CESDIP - Centre de recherches sociologiques sur le Droit et les Institutions Pénales

Partenariats avec des institutions publiques, dont l'accès est assuré par les concours préparés par la mention. Des conventions ont d'ores et déjà été signées avec la Cour d'appel de Versailles, l'Ecole Nationale des greffes, l'Ecole Nationale de la magistrature. Ces conventions facilitent notamment l'obtention de stages.

Conditions d'admission

Etudiants titulaires d'une Licence en droit ou science politique, étudiants d'IEP ayant suivi des spécialités juridiques, VAE.

CANDIDATURE OBLIGATOIRE :

Tout candidat à cette formation doit obligatoirement déposer sa candidature en ligne.
Rendez-vous sur la page d'information sur MonMaster.gouv.fr.

Niveau de recrutement : Bac + 3

Inscription

Date d'ouverture de candidature : 15/05/2022

Date de fermeture de candidature : 15/06/2022

Tous les étudiants devront déposer leur candidature sur la plateforme e-Candidat (Plateforme de candidature en ligne de l'UVSQ).

Inscription en formation continue

Démarches complémentaires pour la reprise d'études

Public concerné : salariés du secteur privé, intérimaires, agents de la fonction publique, travailleurs non-salariés, demandeurs d'emploi, contrat de professionnalisation pour les formations en alternance éligibles

- Si vous répondez aux **Conditions d'Admission** :

» Candidatez en ligne sur le site Mon Master

» Téléchargez la fiche de liaison et transmettez-la au contact formation continue/reprise d'études

- Si vous ne répondez pas aux **Conditions d'Admission**, votre candidature se fait en dehors de la plateforme Mon Master:

» Téléchargez et complétez le dossier de candidature

» Téléchargez et complétez le dossier de VAPP

- Tarif et financements

- Dispositif d'accompagnement à la reprise d'études

- Obtenir ce diplôme par la Validation des Acquis de l'Expérience

Contenu de la formation

DÉZOOMER	100 %100 %	ZOOMER
PAGE PRÉCÉDENTE	Page courante / 1	PAGE SUIVANTE

Télécharger

DÉZOOMER	100 %100 %	ZOOMER
PAGE PRÉCÉDENTE	Page courante / 1	PAGE SUIVANTE

Télécharger

Contrôle de connaissances

Politique ECTS

La politique de la mention en matière d'ECTS consiste à attribuer un crédit pour environ 30 heures de travail de l'étudiant, soit à peu près de 6 à 12h CM selon le type d'enseignements.

Modalités de contrôle des connaissances

Examen terminal pour les enseignements fondamentaux

Contrôle continu pour les enseignements d'ouverture (ateliers)

Stages

Le stage est obligatoire en M2, il ne l'est pas en M1.

Calendrier(s)

Calendrier universitaire établi par la faculté de droit.

Perspectives professionnelles

Les perspectives professionnelles dépendent largement du parcours qui sera suivi par l'étudiant :

- Parcours Carrières judiciaires : magistrat, directeur des services pénitentiaires, greffier des services judiciaires, greffier en chef, huissier de justice, avocats.
- Parcours Carrières publiques : ENA, administrateur et administrateur adjoint des assemblées, rédacteur des assemblées, administrateur et attaché territorial, IRA, commissaire aux armées, commissaire et officier de police, officier de gendarmerie, inspecteur des finances publiques, etc.

Les étudiants qui quittent la mention à l'issue de la première année peuvent d'ores et déjà passer un certain nombre de concours et examens niveau bac +4 (huissier, greffier des services judiciaires, officier de police, gendarmerie...). Ils disposeront également d'un solide bagage, généraliste, transversal mais également approfondi grâce aux enseignements plus spécifiques des parcours. Ils pourront alors rejoindre, le cas échéant, un M2 plus en accord avec leurs compétences et souhaits de carrières, si l'obtention des concours cesse de constituer leur priorité.

Poursuites d'études à l'UVSQ

En M2, les étudiants peuvent poursuivre dans le parcours suivi pendant la 1ère année. Il est cependant possible de changer de parcours dès lors que le tronc commun en 1ère année est important. Le changement de parcours se fait à l'entrée de M2, sur dossier et entretien. Une remise à niveau dans les matières non suivies peut être demandée à l'étudiant.

Adresses et coordonnées

Faculté de Droit et de Science politique

3 rue de la division Leclerc - 78280 Guyancourt

Standard : 01 39 25 53 13

Pour toute information d'ordre pédagogique ou de scolarité, contacter en priorité l'enseignant responsable ou les secrétariats dont les coordonnées figurent ci-dessous.

Enseignants responsables de la mention

Anne-Valérie LE FUR : anne-valerie.lefur@uvsq.fr (parcours carrières judiciaires)

Raphaël MATTA-DUVIGNAU : raphael.matta-duvignau@uvsq.fr (parcours administratives)

Secrétariat pédagogique :

Sandrine HENAUT

sandrine.henaut@uvsq.fr

Tél. : 01 39 25 52 95

Bureau : 219

Reprise d'études

Françoise JENSSONNIE - 01 39 25 53 29

Louise LARCHET - 01 39 25 53 35 (lundi matin, mardi et mercredi)

dsp.dfcre@uvsq.fr

Direction des Études, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle (DEFIP)

Service Orientation et Insertion Professionnelle

Tél : 01 39 25 56 10

orientationsqy.defip@uvsq.fr